



11 octobre :

grèves et mobilisations partout en France pour une autre répartition des richesses !

La journée d'action dans l'Éducation du 27 septembre, où près de la moitié des personnels était en grève et où 170 000 manifestaient, celle prévue à l'initiative des retraités le 06 octobre, les arrêts de travail qui se multiplient dans les entreprises, montrent que l'esprit de mobilisation perdure aujourd'hui en France après la bataille sur les retraites. Les salariés ne se contentent plus d'entendre dire que l'Europe est en crise et que c'est à eux de payer les déficits qui se creusent.

Il est temps d'en finir avec cette idée de crise économique « irrémédiable » qui serait due au manque de compétitivité des entreprises françaises, au manque de travail des salariés, à des coûts du travail trop élevés, à des services publics trop onéreux !

Aujourd'hui, dénonçons la crise financière créée par la dictature des marchés financiers et des agences de notations qui déterminent et imposent les choix politiques en matière d'économie et infligent aux peuples une austérité grandissante.

En France, le plan Fillon proposé pour réduire le déficit public est injuste, inéquitable et inacceptable. Une nouvelle fois, et contrairement à ce que la campagne médiatique menée par le gouvernement affirme, à travers les salariés, les retraités et les privés d'emplois, ce sont les classes populaires qui seront pénalisées et devront payer la note ! Les plus fortunés et les grandes entreprises ne seront pas mis à contribution à hauteur de leurs ressources réelles : les 170 milliards d'exonération et d'aides fiscales ne sont toujours pas remis en cause par le projet de loi de finance.

Dans le projet de loi de finance 2012, nos secteurs sont encore et toujours pressurés. Les

suppressions de postes continuent (plus de 14 000 dans l'éducation, 400 au ministère de la Culture pour 2012). La précarité s'intensifie malgré les promesses suite au protocole Tron. Les ministères freinent des quatre fers pour inventorier des personnels non titulaires pouvant prétendre à la titularisation. L'animation populaire n'est plus prise en compte dans le financement public et les conventions collectives sont de plus en plus détériorées voire cassées par les employeurs. Les salaires sont gelés tant dans le privé que dans le public (avec le gel du point d'indice pour 3 ans) et le pouvoir d'achat des salariés est en chute libre. Les conditions de travail de l'ensemble des secteurs se dégradent, intensifiant la souffrance au travail : en cause les hausses d'effectifs dans l'éducation, la multiplication des tâches, la pression permanente et le management autoritaire des employeurs et de l'administration.

Un seul mot d'ordre : mobilisation et convergence des luttes du public et du privé !

Face à ces attaques orchestrées et coordonnées par le gouvernement pour détruire les services publics et pour faire payer la crise aux Français, la FERC CGT dénonce les clivages instrumentalisés par le président de la République entre salariés du public et salariés du privé.

Elle réaffirme l'importance d'allier les revendications du public et du privé, d'intensifier leurs convergences pour dénoncer la politique de Sarkozy et revendiquer une autre politique économique basée sur une autre répartition des richesses, la reconquête des services publics et la revitalisation d'une politique industrielle ambitieuse.

Le 11 octobre, la FERC portera comme revendications :

- une refonte de la politique économique et de la fiscalité de la France,
- l'adoption des budgets nécessaires au développement qualitatif des ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Culture à hauteur des besoins pour répondre aux attentes du public,
- l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires et la révision de la RGPP,
- l'arrêt du recours aux personnels précaires et la titularisation de tous les non titulaires sans condition de concours et de nationalité,
- la création d'un grand service public d'orientation et de formation professionnelle,
- l'arrêt de l'individualisation des rémunérations par l'attribution de primes et la hausse du salaire socialisé tant dans le public que dans le privé, avec a minima le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat des 10 dernières années,
- l'ouverture de NAO portant sur les conventions collectives afin d'améliorer les conditions de travail des salariés,
- le retour à une protection sociale solidaire et de haut niveau (retraite, sécurité sociale, santé...) et le retrait des lois portant atteinte à celle-ci.

Pour faire aboutir ses revendications et ainsi améliorer les conditions de travail et le pouvoir d'achat des salariés, la FERC CGT appelle l'ensemble des personnels à faire grève*, à amplifier le rapport de force et à se mobiliser fortement lors des manifestations interprofessionnelles qui auront lieu le mardi 11 octobre dans les départements.

*un préavis de grève couvrant l'ensemble des personnel a été déposé.



J'adhère à la FERC-CGT

la Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture

Nom : Prénom :

Profession : Lieu de travail :

Adresse personnelle :

Code postal : Ville :

Tél : Portable :

E-mail :@

A..... le.....

A retourner à : FERC CGT (CASE 544) 263 rue de Paris, 93515 MONTREUIL CEDEX
TEL. 01 48 18 82 44 - FAX 01 49 88 07 43 - e-mail : ferc@cgt.fr internet www.ferc.cgt.fr

Montreuil, le 3 octobre 2011